

Lane

financer la recherche dans certains pays de la Communauté, afin que l'analyse des sols permettent d'éviter l'utilisation excessive de nitrates, source de problèmes environnementaux. Puis-je demander au commissaire ce qu'il pense de la surutilisation éventuelle de ces nitrates et quel est le rôle que la Commission estime devoir jouer dans le financement de la recherche évoquée?

**Bangemann.** — (EN) Comme je l'ai déjà souligné, l'utilisation excessive des engrais est préjudiciable à l'environnement aussi bien qu'à l'agriculture, et la Commission n'assume à cet égard aucune responsabilité. Il appartient aux Etats membres d'en assurer le contrôle, de veiller à ce que des actions consultatives soient lancées, etc. Néanmoins, des programmes de promotion peuvent et doivent être mis sur pied en application de la législation existante, et ce par le biais des fonds structurels. J'ai indiqué que dans les régions couvertes par les objectifs 1 et 5(b), il est possible de prendre un large éventail de mesures. Dans son nouveau programme de recherche, qui s'étant de 1989 à 1993, la Commission soutiendra la recherche agricole: la réduction et l'amélioration de l'utilisation des engrais constituent un des volets de ce programme.

**Le Président.** — La seconde partie de l'Heure des questions est close <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup>

(La séance, suspendue à 16 h 30, est reprise à 16 h 50)

#### 10. *Evénements en Europe centrale et en Europe de l'Est*

PRESIDENCE DE M. BARON CRESPO

*Président*

**Le Président.** — Mesdames et Messieurs, pour ouvrir ce moment historique de nos travaux, je voudrais vous annoncer d'abord, au nom du Bureau élargi, notre décision de donner cette année le prix Sakharov à M. Alexander Dubcek.

(*Applaudissements vifs et prolongés*)

Je vois qu'il y a un accord unanime de l'Assemblée, plus qu'au Bureau élargi, en ce sens que M. Dubcek symbolise pour tous les Européens nos plus grands espoirs de réforme pacifique d'Europe de l'Est. Comme je l'ai déjà dit dans mon discours d'investiture devant cette Assemblée en juillet, nous croyons que la démocratie parlementaire est le fondement de notre « maison commune européenne » et nous nous félicitons donc de tous les événements qui se passent en vue

d'établir des régimes démocratiques dans toute l'Europe.

J'espère qu'il me sera possible de donner ce prix personnellement à M. Dubcek au cours de la période de session de décembre. J'ai considéré qu'il fallait vous donner cette nouvelle qui, j'en suis sûr, sera accueillie positivement dans toute l'Europe...

(*Applaudissements*)

... avant de donner la parole au président en exercice du Conseil européen.

Je dois aussi vous faire une brève déclaration à propos d'un coup aveugle du terrorisme: je veux parler de l'attentat perpétré contre le président du Liban, M. René Muawad, qui suscite notre indignation la plus profonde. Le président Muawad représentait un espoir aux yeux du peuple libanais et de la communauté internationale. Plus que jamais, nous devons condamner un acte barbare qui réduit à néant les faibles espoirs nés de son élection. La communauté internationale et, d'une façon plus particulière, la Communauté européenne ont le devoir impératif de manifester leur solidarité avec ce pays martyr détruit par une guerre civile fratricide.

Hier en Irlande et en Espagne, aujourd'hui au Liban, le terrorisme a violé les principes fondamentaux de la démocratie. Le Parlement européen, représentation des peuples européens, ne cessera de lutter sans cesse contre cette grangrène qui essaie de miner le monde civilisé.

Au nom de l'Assemblée, je salue chaleureusement le président en exercice du Conseil européen et le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, membres du Conseil européen.

(*Applaudissements*)

Nous vivons aujourd'hui un double événement historique. Samedi dernier, il y a eu une réunion du Conseil européen à Paris, qui a démontré la volonté du Conseil de répondre aux défis de notre temps et surtout de ce qui se passe en Europe centrale de l'Est. Cette Assemblée à l'honneur particulier aujourd'hui d'accueillir en outre pour la première fois deux membres du Conseil européen qui symbolisent l'Union européenne que nous construisons. Je donne la parole au président du Conseil européen, président de la République française, François Mitterrand.

(*Applaudissements*)

**Mitterrand, président en exercice du Conseil.** — Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, comme vous le savez, comme on vient de vous le rappeler, samedi dernier à Paris s'est tenue une séance exceptionnelle du Conseil européen. Son ordre du jour était simple: l'examen des événements qui se produisent à l'Est et les premières conséquences à en tirer.

Je vais vous en dire un mot, dans un instant, mais j'ai pensé après avoir eu des contacts avec le Président de votre Assemblée, qu'il serait bon pour la bonne marche de nos institutions qu'en ma qualité de Président du

<sup>(1)</sup> Cf. Annexe « Heure des questions ».

<sup>(2)</sup> *Communication des positions communes du Conseil: cf. procès-verbal.*

## Mitterrand

Conseil européen je puisse venir vous entretenir un moment, sans prolonger outre mesure vos travaux, de ce qui s'est passé en cette circonstance.

Il y a moins d'un mois, c'était le 25 octobre, ici même, je m'adressais à vous comme je le fais aujourd'hui. J'évoquais la situation chez nos voisins de l'Europe de l'Est où, vous le constatez, l'histoire s'écrit au quotidien. Et j'évoquais ce vaste mouvement vers la démocratie et vers la liberté. J'évoquais la détermination des peuples, celle qui commande à l'événement, celle qui fait s'écrouler les murs et les frontières et je disais de nouveau : les peuples bougent et quand il bougent ils décident.

Eh bien, le 9 novembre à Berlin, l'histoire en marche offrait au monde le spectacle, improbable la veille encore, d'une brèche dans le mur qui à lui seul signifiait depuis près de trente ans, les déchirures de notre continent. Ce jour-là, la démocratie et la liberté, inséparables l'une de l'autre, remportaient, je le crois, une de leur plus belles, une de leur plus sensibles victoires. Le peuple avait bougé. Le peuple avait parlé et sa voix passait les frontières, brisait le silence d'un ordre qu'il n'avait pas voulu, qui lui était imposé et qu'il aspirait sans doute à renier pour redevenir lui-même.

Aussi suis-je heureux de pouvoir exprimer, ici, devant le chancelier Kohl, devant les représentants des peuples des Douze Etats membres de la Communauté, l'émotion profonde que nous avons ressentie en ces graves moments. L'émotion dont il était inutile de faire un long commentaire tant c'est une histoire intérieure à chacun d'entre nous. L'histoire intérieure vécue, en même temps qu'un formidable mouvement collectif dont nous avons été fiers, je crois, d'être partie prenante.

Le mouvement commencé en Pologne, relayé en Hongrie, pour m'en tenir bien entendu aux événements de ces derniers temps, car cela fait déjà beau temps, dès le premier jour, que des hommes libres ont espéré, que des hommes libres ont combattu, nombreux ont été ceux qui ont pris le risque de la perte de leur liberté, le risque de la mort ou qui l'ont connue. Bref, à quel moment situer le premier signe et le premier réveil ? Mais enfin, si l'on s'en tient aux événements de ces derniers temps — Pologne, Hongrie —, il s'agit de mouvements voulus et encouragés en Union soviétique. Et nous ne soulignerons jamais assez le rôle rempli en cette circonstance par M. Gorbatchev...

*(Applaudissements)*

Voilà un homme que je n'opposerai pas à un représentant du monde occidental ni de la Communauté européenne, qui se situe dans la logique de sa pensée et de son histoire, l'histoire de son pays, mais qui a compris qu'il fallait passer à de nouvelles façons de faire et que son pays, comme les autres, devait accepter maintenant les forces dominantes dans la société des hommes, qui sont, répétons-le, après tout, cela fait plaisir, la démocratie et la liberté.

Bref, ce mouvement s'accélère, il s'enfle, il se propage partout en Europe. Nous souhaitons — permettez-moi

de parler en votre nom, même si vous ne m'en avez pas confié le mandat, nous nous sentons à l'unisson — nous avons envie que cela continue. Notre faim n'est pas rassasiée. Nous voyons ce qui s'est passé partout dans les villes de Pologne, ce qui se passe partout dans les villes de l'Allemagne de l'Est, ce qui s'est passé en Hongrie. Nous entendons l'appel des foules de Prague. Et si nous n'entendons pas la voix du peuple roumain, c'est parce qu'elle est encore étouffée.

*(Applaudissements)*

Cette voix du peuple roumain, nous la percevons cependant. Son silence fait un énorme bruit.

Il faudra bien qu'un jour ou l'autre ces peuples rejoignent — je ne les citerai pas tous — le concert des nations que nous formons déjà entre nous, douze pays que séparent tant de distances dans l'histoire de ces siècles et qui se sont retrouvés parce qu'ils l'ont voulu et peut-être parce que la nécessité le leur a appris.

Pourquoi la rencontre du 18 novembre, celle de Paris ? Fallait-il précipiter les échéances ? Je ne reprendrai pas ce débat, qui avait sa valeur et son mérite. C'est difficile de trancher. Moi-même, je me suis interrogé depuis le premier jour. Il me semblait qu'il fallait peut-être prendre un peu de distance — elle n'a pas été longue, elle a duré huit jours — par rapport aux sentiments et aux émotions des premières heures et avant qu'on commence d'y voir clair et que les peuples eux-mêmes commencent à dessiner ce qui sépare leur ambition, leur volonté profonde, parfois leurs rêves, de la réalité d'aujourd'hui, de celle qui préside à nos débats politiques, à nos réunions d'assemblées, à nos décisions de gouvernement.

Bref, je n'ai pas avancé le Conseil européen de Strasbourg pour ce qui me paraissait une évidence. Il est prévu pour les 8 et 9 décembre prochains. Chaque chose en son temps. Vous savez, Mesdames et Messieurs, pour le vivre, que dans notre Communauté les échéances se préparent et se murissent. Le rendez-vous de Strasbourg était précisément situé à un moment décisif pour l'avenir de notre Communauté, pour l'affirmation de ses structures, pour la définition de ses principes. Je pense qu'il fallait lui préserver toute son importance.

Nous avons pu, samedi, parler essentiellement, je dirais presque exclusivement, à la fois des événements de l'Est et de ce qu'il convenait de faire, nous, pays considérés d'une façon générale comme les pays de l'Ouest. J'y reviendrai dans un moment. Que faire ? Déjà des réponses ont été amorcées. Il faudra les compléter. Nous avons beaucoup de travail devant nous. Vous en avez, j'en ai, nous tous sommes aujourd'hui devant l'établi. Il faut savoir de quelle manière nous forgerons l'Europe de demain. Mais enfin, nous avions un double objet : d'une part, procéder à une analyse commune de la situation en Europe de l'Est et à une évaluation des conséquences qui pouvaient en résulter pour l'équilibre européen et, d'autre part, marquer la volonté de la Communauté et de ses Etats membres d'apporter leur aide aux yeux de l'Est engagés dans la voie des réformes.

## Mitterrand

Leur aide à tous les pays de l'Est, mais d'une façon plus concrète, plus précise à ceux qui se sont engagés dans la direction où nous les attendons, c'est-à-dire où certains engagements, non pas des engagements verbaux à notre égard mais vis-à-vis d'eux-mêmes, des dispositions déjà annoncées nous démontrent qu'il s'agit bien d'une démarche qui conduit vers des systèmes démocratiques. Les circonstances justifiaient, à l'évidence, cette réunion. Le sujet méritait que l'on y consacrat sans autre délai une réflexion approfondie. L'enjeu appelait que la Communauté pût se faire entendre et pût déterminer sa position face à des événements qui la concernaient directement.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, vous avez souhaité organiser un débat sur les développements politiques en Europe centrale et de l'Est et leurs conséquences sur le devenir de l'Europe et aussi, par voie de conséquence, sur le devenir de la Communauté. Je vous félicite de cette initiative. Votre débat enrichira, j'en suis convaincu, le message que les Douze adressent aux autres pays d'Europe. Et puisque je remplis cette fonction de président en exercice du Conseil, qui est par nature provisoire — tout l'est, mais cela particulièrement et le semestre d'une vie et de la vie d'un pays n'est pas grand-chose — je ne concevais pas qu'elle pût être remplie sans qu'à un moment donné j'aie l'occasion de vous en rendre compte. C'est bien le rôle du Parlement, me semble-t-il, même si c'est aussi en gestation permanente et en évolution, au moins faut-il marquer quelques étapes d'une façon significative. J'espère que ce sera fait aujourd'hui.

*(Applaudissements)*

Ne croyez pas qu'il ne s'agisse que d'un devoir — cela en est un — je suis également heureux, même si c'est un peu répétitif, de l'occasion qui m'est ainsi donnée de vous exposer nos conclusions.

Mais comme je vous ai parlé du Conseil de samedi et que c'est cela qui a précipité nos rencontres, qui les justifie, je vais m'y attarder un moment si vous le voulez bien.

La première de ces conclusions touche à l'avenir même de notre Communauté. Je crois pouvoir dire, reprenons des termes déjà employés, que c'est l'existence d'une Communauté qui s'affermir qui a servi de référence et de stimulant aux événements de l'Est. Nous ne nous en attribuerons pas le mérite. Il appartient d'abord aux peuples de ces pays, il appartient ensuite à ceux de leurs dirigeants qui ont compris la nécessité de cette évolution, qui l'ont permise et qui l'ont facilitée. Mais il appartient aussi, j'en suis convaincu, à cette Communauté qui représente aujourd'hui le seul point d'attraction réelle pour un avenir structuré du continent qui est le nôtre.

Puis il y a les valeurs, les fameuses valeurs dont on parle souvent, nous savons bien ce que nous voulons dire. Les valeurs dont ces peuples se réclament sont très proches des nôtres. Nous avons voulu nous-mêmes exprimer des valeurs, chez nous, des valeurs qui nous sont propres et qui nous sont communes.

En raison de l'état de la civilisation, à travers les siècles et les siècles qui ont vu l'Europe naître, se faire, se défaire, se refaire, ces valeurs, elles existent au-delà des points de fixation, des frontières, des ruptures, des murs. La preuve en est faite : quand les murs s'écroulent, on se retrouve, on se comprend !

Je suis convaincu, je vous l'ai dit déjà dit, que l'existence d'une Communauté forte et structurée est un facteur de stabilité et de réussite pour l'ensemble de l'Europe. Nous devons donc affirmer notre identité à nous, Communauté, confirmer notre détermination, renforcer nos institutions, sceller notre union. C'est cela la première leçon que je retiens, moi, car il ne me paraît pas qu'il y ait d'autre alternative entre l'ouverture à l'Est et l'achèvement de l'édifice communautaire. Les deux démarches vont de pair. Je vous l'ai dit et j'insiste, elles se complètent. Il ne s'agit pas de se refermer sur soi, mais de puiser dans la réussite de la Communauté les forces, les réserves d'énergie, la dynamique qui permettra à l'Europe tout entière de se retrouver. J'ai employé cette expression dans la conférence de presse qui a suivi notre réunion de samedi soir en disant que la grande leçon politique de tout cela, c'est qu'il existe un « binôme indissociable » : en même temps que se déroulent les événements à l'Est, à la même allure — et pourquoi pas encore un peu plus vite pour précéder l'événement — il convient que l'Europe de la Communauté se fasse encore plus rapidement qu'elle ne l'a jusqu'alors décidé, qu'elle se hâte d'être elle-même dans ses structures. Ces structures dépendront strictement de la volonté politique qu'elle saura démontrer pour que l'unité dans tout son sens, c'est-à-dire l'unité politique, préside finalement à l'ensemble des démarches engagées depuis que les fondateurs ont conçu, imaginé l'Europe.

*(Applaudissements)*

Je crois pouvoir dire que c'est dans cet esprit que les douze chefs d'Etat et de gouvernement se sont retrouvés. C'est ce qu'ils ont voulu exprimer. C'était leur propre volonté : encourager, appuyer les avancées de la démocratie partout où elle se manifeste, mais aussi se servir de ces éléments pour comprendre que notre Communauté devait appliquer à elle-même la leçon de l'événement.

Faites le lien, après ce que je viens de dire, entre cette réunion du 18 novembre et celle qui nous attend les 8 et 9 décembre.

Mais enfin, dans l'intervalle il s'est passé beaucoup de choses. Il s'en passera d'autres. Je voudrais tout de suite vous dire de quelle manière quelques mesures concrètes ont été envisagées, selon la situation qui est fort différente d'un pays à l'autre, à l'égard des pays de l'Est en mouvement. D'abord, la Pologne et la Hongrie, qu'il ne faut pas non plus identifier. Les Douze ont souligné l'urgence de la conclusion d'un accord pour ces deux pays avec le Fonds monétaire international. Ils ont décidé que les instances de la Communauté interviendraient avec beaucoup de diligence auprès de cette institution pour lui demander de se prononcer avant la fin de l'année — naturellement la Pologne et la Hongrie

**Mitterrand**

s'y prêtent — pour aboutir à un bon accord, conforme aux règles qui doivent présider à nos institutions internationales. Il y a une telle urgence que la Communauté doit se trouver à côté de ces deux pays pour plaider un dossier difficile et qui mérite pourtant d'aboutir.

La récente visite à Varsovie et à Budapest du président de la Commission et du président du Conseil de ministres, MM. Jacques Delors et Roland Dumas, a permis de vérifier les besoins de ces deux pays. La Pologne doit disposer d'un fonds de stabilisation estimé à 1 milliard de dollars et la Hongrie quant à elle, demande à bénéficier d'un crédit-relais du même montant. Je puis vous dire que, d'ores et déjà, le principe de leur mise en place peut être considéré comme acquis.

Les Douze ont également parlé de la coopération avec d'autres pays. Ainsi ont-ils envisagé et ont-ils parfaitement accepté la signature d'accords de commerce avec la République démocratique allemande ainsi que l'intervention — le président de la Commission a beaucoup insisté sur ce point en raison de la connaissance qu'il a de ces dossiers — de la Communauté en faveur de la Yougoslavie. Nous aurions peut-être tendance à l'oublier, dans la bousculade des événements, que ce pays a montré, peut-être le premier, une capacité de résistance et un courage tels que si l'économie ne s'en est pas trouvée mieux, il n'en reste pas moins que ce peuple a mérité et que nous sommes véritablement dans l'obligation morale d'être à ses côtés pour l'aider comme les autres. D'autant que ce pays traverse une grave crise économique, vous le savez.

Au-delà, et pour soutenir le mouvement de réforme, on a examiné les instruments à mettre en place. Ces instruments, ils sont de plusieurs ordres, j'en dirai un mot dans un instant. Un débat s'est ouvert sur une notion qui mérite, en effet, discussion. Fallait-il ou non poser des conditions aux pays qui ont besoin de nous? Oui et non. Les pays qui ont montré une disposition catégorique clairement définie de se doter d'institutions démocratiques autour de quelques thèmes simples — le respect des droits de l'homme et l'annonce d'élections libres, donc secrètes — ces pays, nous a-t-il semblé, valent bien que nous fassions un effort supplémentaire, un effort particulier, que nous passions tout de suite à l'acte qui consiste à obtenir pour eux un certain nombre d'avantages qui sont leur dûs, mais aussi leur entrée dans les institutions, comme si déjà la Communauté, sans prétendre s'élargir de cette manière et hors de toute procédure, considérait qu'il existe une communauté de nations, un groupe de nations et de peuples pouvant adopter une démarche comparable. Il y a donc un certain lien qui s'est établi pour ce type de mesures à prendre, entre la Pologne, la Hongrie et les pays de la Communauté.

Cela ne veut pas dire, pour autant, que nous ayons abandonné à leur sort les pays qui n'en sont pas au même point. Nous ne voudrions pas que des aides puissent, en quoi que ce soit, permettre aux régimes dictatoriaux, totalitaires, qui persistent ici ou là, de

trouver un aliment nouveau à leur durée dans l'intervention de nos pays. Ce serait absurde et en même temps on voit bien de quelle manière il serait déplaisant de refuser notre concours, simplement parce que, sous condition, ces pays qui n'ont pas eu la chance d'être plus tôt libérés du système dont ils souffrent, se verraient privés de notre concours et de notre amitié. Donc, il faut savoir mesurer notre démarche. C'est ce que nous nous efforçons de faire. Et si nous avons arrêté une façon d'agir, si nous avons prévu une série d'accords, de perspectives tout à fait bien tracées à l'égard de la Pologne et de la Hongrie, nous jetons quand même des jalons et des points de repère pour tous les autres afin que chacun s'y retrouve.

Pour soutenir le mouvement de réforme — c'est quand même un élément actif — nous n'avons pas simplement une attitude passive à observer, à compter les coups. Nous avons aussi à les accompagner, à les porter plus loin. Les instruments à mettre en place ont été définis. Ils devront être mis de nouveau à la discussion dans les jours, ou les semaines qui viennent. Je vais vous en communiquer quelques-uns, notamment le projet, que j'avais d'ailleurs évoqué le 25 octobre, d'une banque pour le développement et la modernisation de l'Europe de l'Est.

Je m'exprime en mon nom personnel, en la circonstance. Ce qui a été décidé à Paris, c'était un mandat confié à une troïka — puisque nous avons, par une bonne volonté évidente, décidé de changer de vocabulaire — composée selon une tradition récente mais établie, du président du Conseil européen, de son prédécesseur et de son successeur et du président de la Commission européenne. Je vois cette banque à l'image des banques régionales pour l'Asie du sud-est, pour l'Afrique. Elle devrait comprendre une large participation de tous ceux qui désireront prendre part à son capital, à commencer par les vingt-quatre pays qui ont répondu à l'appel du Sommet de l'Arche, le 14 juillet de cette année. C'est ce qui ferait, jusqu'à ce qu'il y ait un corps explicite des membres de la Communauté, l'originalité de cette banque.

On a, bien entendu, évoqué le cas de la BEI. Cela vient tout de suite à l'esprit. Nous n'avons pas la manie, je ne l'ai pas pour ma part, de créer à tout bout de champ des organismes nouveaux. Je n'aime pas plus que vous les bureaucraties. Simplement, ce n'était pas le rôle de la BEI. La BEI a une mission essentiellement attachée aux fonds structurels. Ses regards sont portés d'un autre côté de l'Europe. Elle n'est composée que des douze pays de la Communauté.

Je pense, nous sommes quelques-uns à penser, que cette nouvelle banque doit avoir une valeur spécifique, celle des pays de l'Est, et qu'au lieu de retenir seulement les membres de la Communauté, cette banque doit rassembler toutes les bonnes volontés dans le monde, en même temps que tous les capitaux, quelle que soit leur origine, pour qu'un formidable mouvement se dégage et soit à la mesure de l'importance de la tâche qui les attend. C'est donc ce caractère-là sur lequel j'insiste et

## Mitterrand

sur lequel j'insisterai. Cette troïka a commencé d'en parler, d'en traiter, elle en rapportera le 8 et le 9 décembre. J'espère que ce projet, qui est venu de plusieurs endroits, de plusieurs bancs de cette Assemblée, de nos assemblées nationales, qui est une idée vraiment née dans beaucoup d'esprits, ce projet pour l'Europe de l'Est doit vraiment s'attaquer au développement, de coopérer à la formation des forces nouvelles qui permettront de les sauver, dès le point de départ, de l'abîme devant lequel ils se trouvent et, de ce point de vue, il y a une extrême urgence. Je pense que la constitution de cette banque, qui peut nécessiter un certain nombre de délais, doit, dans ces cas-là, si ces délais existent, et je peux le craindre, avoir des relais, c'est-à-dire que c'est dès la semaine prochaine qu'il faut commencer de mettre en mouvement les institutions capables de remplir cet office en attendant une institution définitive.

Je me souviens d'une conversation avec M. Gorbatchev — je fais peut-être des confidences sur les conversations particulières dans ce genre de réunion, mais cela a été dit si souvent que je me sens autorisé à le rappeler — au cours de laquelle il m'a dit: « Ce dont nous avons le plus besoin, c'est de former nos cadres ». Et nous avons entendu cela dans combien d'autres pays. Il semble que les hommes et les femmes appelés à assurer la marche de ces pays ne soient plus en mesure de le faire, parce qu'ils n'ont pas été formés à cela. Ils ont été formés autrement. Ils ne sont pas adaptés aux nouvelles formes de gestion. Après tout, c'est notre rôle, mettons en œuvre, sans conditions, ce projet pour la formation des cadres de tous ces pays.

De même que nous avons décidé l'ouverture aux pays de l'Est des programmes déjà existants de la Communauté pour tout ce qui touche à l'éducation et à la formation. On pourrait voir un jour, j'imagine comme cela et j'improvise, un étudiant hongrois profiter du programme ERASMUS pour faire un doctorat à Oxford; un étudiant de Leipzig faire, grâce au programme COMETT, un stage dans une entreprise néerlandaise ou italienne, ou pourquoi pas française; un professeur de français de Varsovie se perfectionner dans une langue grâce au programme LINGUA. J'en passe. Vous avez parfaitement compris ce que nous voulons dire par là: ces programmes, nous ne nous les réservons pas. Déjà, nous avons engagé notre action bien au-delà des limites de la Communauté, dans un certain nombre de perspectives, notamment sur le plan technologique. Continuons.

D'autres suggestions, et notamment l'entrée de certains pays de l'Est au Conseil de l'Europe et au GATT, comme observateurs, dans un premier temps, ont été formulées. Chacune de ces suggestions sera, bien entendu, examinée dans le cadre et suivant des procédures appropriées, pour employer la formule chère à nos administrateurs. Les procédures appropriées, c'est vrai, nous allons nous en rendre compte, dès les 8 et 9 décembre, au Conseil européen qui prendra ses responsabilités, et j'espère qu'on n'y reviendra plus. Ou

plutôt que, lorsqu'on y reviendra, ce sera pour faire plus et mieux.

Mesdames et Messieurs, la Communauté a-t-elle répondu aux attentes de ceux qui croient en elle? A-t-elle répondu à l'appel angoissé de M. Mazowiecki? J'ai demandé qu'on ne laisse pas se perpétuer une Europe des pauvres et une Europe des riches. A-t-elle répondu à votre propre attente, vous qui avez formulé, en diverses occasions, un certain nombre de projets? La Communauté a-t-elle répondu aux espoirs de ceux qui, hommes et femmes d'Europe, attendent qu'elle fasse entendre sa voix sur toutes les affaires du monde et s'affirme comme, à la fois, l'acteur d'un nouvel équilibre européen et comme l'un des acteurs fondamentaux de la vie des hommes sur la planète. On n'a jamais fait assez et on ne va jamais assez vite, la rapidité de la démarche ne supposant pas l'absence de réflexion. Mais il faut bien se dire et si je m'adresse à une Assemblée qui en est convaincue, puisqu'elle nous le rappelle sans arrêt, je souhaite également être entendu au-delà de cette enceinte — que rien de cela ne se fera si nous ne sommes pas capables dans quelques jours, entre nous, au sein de la Communauté, d'aboutir dans les projets fondamentaux qui permettront à notre Europe de se doter des instruments d'une politique économique et monétaire, des instruments d'une politique sociale, d'une politique de l'environnement, et que sais-je encore. Elle ne se fera pas si nous ne parachevons pas le marché intérieur selon le rythme et la démarche que nous avons déjà décidés.

*(Applaudissements)*

Voilà ce sur quoi nous allons maintenant travailler. Voilà ce à quoi allons nous attacher. Voilà les questions que je poserai à Strasbourg, dans cette ville, dans quelques jours. Chacun devra y répondre. Et comme je veux rester dans mon sujet, je suis sûr que, dans la conscience des responsables que nous sommes tous, apparaîtra comme évidente une lumière qui n'aveugle pas, mais qui éclaire tout l'horizon, que de ce que nous saurons faire entre nous et pour nous, découlera ce qui paraîtra bon, sérieux et durable pour les autres. Bref, nous tenons en main beaucoup plus que notre sort. Nous pouvons désormais montrer le chemin sans autre prétention, sans esprit de domination, sans avoir le sentiment de remplir je ne sais quel magister, mais dans une volonté démocratique profonde, cent fois démontrée par chacun de nos pays. Nous voulons que la façon dont la Communauté détermine son action serve d'exemple aux pays de l'Est en recherche, en mouvement, en angoisse, en espérance. A celles et à ceux qui, par millions, rêvent comme nous qu'un jour l'Europe sera l'Europe.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'attends, pour ma part, du Conseil européen de Strasbourg. Vous mesurez l'importance des enjeux. Je n'ai pas besoin de vous faire la leçon, encore moins un prêche. Je m'adresse à une Assemblée qui, dans son immense majorité, est convaincue que là est le chemin, que là est le devoir. Il faut s'y engager ensemble.

*(Vifs applaudissements)*